

Religion

Une pasteure vaudoise brigue la présidence des Réformés de Suisse

Isabelle Graesslé se présente pour le poste laissé vacant depuis la démission de Gottfried Locher à la suite d'une plainte pour affaire de mœurs. Interview.



Isabelle Graesslé, théologienne et pasteure

notamment, et un engagement dans l'œcuménisme.

Sera-t-elle la première femme à occuper une fonction laissée vacante en mai par Gottfried Locher, sous le coup d'une plainte dans une affaire de mœurs? Face à elle, pour l'instant, seule la pasteure zurichoise Rita Famos, qui avait déjà postulé en 2018, s'est annoncée. Les délégués au synode (organe délibérant) de l'EERS trancheront entre le 1^{er} et le 3 novembre.

Pourquoi briguez-vous la présidence de l'Église réformée de Suisse?

Avec mon profil et mon parcours, longtemps considérés comme atypiques, je pense pouvoir apporter une dimension particulière à la gouvernance de l'EERS: la transversalité. Depuis plus de vingt ans, je réfléchis à une théologie qui permette de penser le monde, dont font partie les Églises. Mais je ne suis pas une théologienne de cabinet. Je suis aussi une praticienne de l'Église. Et depuis trois ans, en tant que pasteure de paroisse, je suis en prise directe avec le protestantisme actuel.

À quoi servira cette transversalité au sein de l'EERS?

Dans un monde qui se transforme en profondeur, comme au XVI^e siècle, le protestantisme doit se repenser. Le retour du religieux annoncé à la fin du siècle passé est arrivé et se déploie, mais il ne profite pas aux Églises historiques en tant qu'institutions. Bon nombre de nos contemporains ont des attentes spirituelles, mais ils ne se retrouvent pas dans l'offre des Églises actuelles. Il faut revoir et retravailler ces réponses d'un point de vue théologique et pratique.

C'est-à-dire?

Repenser le protestantisme des dix prochaines années à venir doit se faire dans une réflexion sur l'époque que nous vivons. Il faut reprendre ce sur quoi le protestantisme repose, en s'interrogeant sur ce qu'il garde, ce à quoi il renonce, ce qu'il relève au statut de mémoire, s'approprie et réutilise. Cela demande des transformations et des renoncements - et tout le monde n'est pas prêt à le faire. Je ne compte pas révolutionner le protestantisme, mais faire ces transformations humblement et de manière collective, au sein des instances en place.

Repenser le protestantisme, un défi de taille. Est-ce le seul que vous comptez

relever si vous êtes élue en novembre?

J'ai également à cœur de travailler à plus de cohésion, notamment entre les Églises membres de l'EERS. Après tout, cette cohésion fait partie de l'ADN suisse! Il est également essentiel de travailler à une plus grande visibilité du protestantisme. Pendant les trois ans durant lesquels j'ai été modératrice de la Compagnie des pasteurs au sein de l'Église protestante de Genève, j'ai été souvent amenée à intervenir dans les médias. Il ne s'agissait pas de mondanité, car à travers moi, c'est le protestantisme genevois qui était visible. La représentation fait aussi partie du mandat de président de l'EERS.

Si vous êtes élue, vous seriez non seulement la première femme à ce poste, mais votre élection marquerait le retour des Romands après vingt-cinq ans d'absence. Un atout?

C'est le temps des femmes. Le protestantisme doit être représenté par une femme, mais une femme compétente et théologienne. Il en va de même pour les Romands, mais là aussi, pas à n'importe quel prix: il faut un ou une Romande compétente. Cela représente un atout dans le sens où une personne issue d'une minorité aura un plus grand sens du lien et apportera un regard différent de celui de la ma-

ajorité, en l'occurrence alémanique. Autant d'aspects qui vont de pair avec le travail de cohésion que je compte mener.

Votre candidature est donc romande?

Oui. Je représente le protestantisme romand, francophone, avec son côté latin et ses particularités. J'ai vécu plus de trente ans en Suisse romande, j'y travaille, j'y ai étudié. Je suis aussi Française et je ne le renie pas. Mais je suis Alsacienne, et donc issue d'une culture germanique. Je me sens donc aussi à la maison en Suisse alémanique.

Depuis la démission de l'ancien président Gottfried Locher, en mai dernier, à la suite du dépôt d'une plainte dans une affaire de mœurs, l'EERS traverse une crise. Colorera-t-elle votre mandat?

Il y a une crise à l'EERS, ne la sous-estimons pas et ne la surestimons pas non plus. L'institution est stable, car elle a su générer des procédures pour gérer la crise. Il faut laisser travailler ce qui a été mis intelligemment sur pied. Bien sûr, il faudra mettre un terme à cette crise, une tâche qui reviendra peut-être au futur président. Et si c'est le cas, je le ferai, pour clore ce chapitre, nous mettre en marche et avancer. Mais cette crise n'impactera pas mon mandat.

Un tous-ménages jugé sexiste et rétrograde

Blonay-St-Légier En réponse au antifusion, une lettre officielle des autorités est parvenue aux ménages des deux communes, mais uniquement au nom de ces messieurs...

Le procédé n'est pas nouveau, de l'aveu du syndic de Blonay, Dominique Martin. Mais les temps changent, et cette fois il a fait grincer pas mal de dents, féminines surtout, dans le cadre de la campagne sur la fusion de la commune avec sa voisine Saint-Légier. La raison? Un courrier tous-ménages signé par les deux syndics au nom des Municipalités afin de «rectifier» certaines «allégations fausses», en vue du vote populaire décisif du 27 septembre. Problème, il n'a été adressé qu'à ces messieurs.

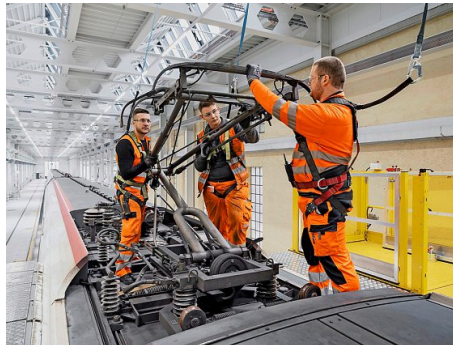
Le comité «Non à la fusion» n'a pas manqué l'absence sur sa page Facebook: «Les femmes sont tellement bien considérées par nos autorités qu'elles n'ont pas eu droit au courrier personnalisé. Elles ont dû demander à leur mari de bien vouloir les laisser lire cette missive, ironisent-ils. «Ils se disent progressistes, avant-gardistes, à l'écoute des citoyennes... mais on est retournés en 1950!»

«Je trouve ça extrêmement maladroît et très grave, lance pour sa part la socialiste Laura Ferilli, présidente du Conseil communal de Blonay et opposée à la fusion. J'ai reçu une dizaine d'e-mails et textos de personnes fâchées, de Blonay et de Saint-Légier, dont des hommes. Au nom des femmes qui se sont battues en leur temps pour leur droit de vote et à l'heure où une loi sur l'égalité existe, c'est très grave!» ajoute cette féministe, qui dit se battre pour imposer le langage épicien au sein du Conseil communal.

Dominique Martin dit «comprendre», dans une certaine mesure, et admet que la Commune «sera amenée à l'avenir à réfléchir à une meilleure solution». Mais il invoque des questions de délais et de coûts: «Il y a tellement de cas différents: les couples mariés, les concubins, les enfants adultes qui vivent chez leurs parents, etc. C'est compliqué à gérer, il faudrait revoir l'entier du fichier informatique des contacts et ce sont des heures que nous n'avions pas. Pour 5600 ménages, nous avons privilégié un envoi par adresse pour économiser les deniers publics.» **K.D.M.**

Des réparations provoquent un manque de places dans les RER

Transports Environ 30 trains du Réseau express régional vaudois ont été rappelés dans les ateliers CFF pour des réparations, ce qui a impliqué une réduction du nombre de rames en circulation.



Des ouvriers des CFF réparent le pantographe endommagé d'une rame. SBB CFF FFS

Plusieurs trains du RER vaudois ont dû circuler avec des compositions réduites ces derniers jours. Environ 30 trains ont été rappelés dans les ateliers CFF pour réparation de leurs pantographes. La situation sera rapidement améliorée.

Suite à une avarie à la ligne de contact en gare de Cully survenue

mardi dans le cadre de travaux, plusieurs trains IR90, RegioExpress et du RER Vaud ont subi des dommages à leurs pantographes lors de leur passage en gare, ont expliqué jeudi les CFF.

Selon les premières analyses, la ligne de contact aurait mal été remontée à l'issue des travaux effectués par une entreprise externe, ce qui aurait entraîné l'endommagement des pantographes des trains passant à cet endroit. Les analyses précises de la cause sont en cours.

Le contrôle de ces trains et le remplacement des pièces défectueuses sont actuellement réalisés dans les ateliers de réparation. Il est prévu que tous les trains concernés soient contrôlés et réparés d'ici le début de la semaine prochaine.

Conséquence: plusieurs compositions doivent être retirées du trafic, ce qui a un impact sur les capacités des trains, surtout dans les relations du RER Vaud. Une trentaine de trains circulent avec une rame au lieu de deux, ce qui implique moins de places à disposition pour les passagers. Ce problème vient s'ajouter aux restrictions d'offre déjà communiquées provenant du manque de mécaniciens.

S'excusant auprès de leurs clients, les CFF indiquent mettre tout en œuvre pour rétablir la situation le plus rapidement possible. Les premières rames et locomotives réparées ont été remises en exploitation jeudi déjà, les suivantes progressivement jusqu'à lundi prochain. **ATS**

Loi sur la chasse : une menace pour le lynx, le castor et d'autres animaux protégés !

Les organisations de protection de la nature et des animaux disent NON

La nouvelle Loi sur la chasse menace des animaux indigènes comme le lynx, le castor, la loutre, le cygne tuberculé, le héron cendré.

Elle permet d'abattre des animaux protégés sans qu'ils aient provoqué le moindre dégât. Même dans les zones de protection de la faune.

C'est inacceptable - Votez NON !



La Société forestière suisse, le Projet Forêt de Montagne et ProSilva disent **NON**. Il en va de même de toutes les organisations suisses de défense de la nature et des animaux, ainsi que de nombreuses et nombreux Conseillères et Conseillers nationaux et aux Etats de tous bords politiques. Le PCV, les Vert'libéraux, les Verts et le PS disent aussi **NON**.

Loi d'abattage

Association «NON à la Loi sur la chasse», Domacherstr. 192, 4018 Bâle

loi-chasse-non.ch

